

Les ventres affamés du Covid-19

L'annonce, jeudi, d'une enveloppe de 39 millions d'euros pour l'aide alimentaire ne satisfait pas les associations, qui alertent : en France, la colère de ceux qui ont faim pourrait exploser, faute de réponses rapides.

« **D**ans nos permanences, entre 25 et 50 % de personnes nouvelles ont demandé une aide alimentaire depuis la mi-mars. Et c'est une réalité dans tous les départements », alerte la présidente du Secours populaire français (SPF), Henriette Steinberg. Même constat de la part de Patrice Blanc, son homologue des Restos du cœur : « Dans les villes, le nombre de personnes SDF qui sollicitent des repas chauds a triplé depuis la crise du Covid-19. » « On a beaucoup d'appels au 115 de personnes qui ne nous demandent pas un hébergement mais nous disent qu'elles n'ont pas mangé depuis plusieurs jours. C'est nouveau... », confirme Florent Gueguen, le directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS).

Dans les quartiers populaires, les associations multiplient les distributions alimentaires, pour lesquelles la demande est exponentielle : « Lors de la première distribution à Clichy-sous-Bois, il y avait 250 personnes, à la deuxième 500, puis à la troisième 700. Les gens ont faim. C'est tragique », témoigne Mohamed Mechmache, fondateur du collectif AClefeu qui, depuis début avril, distribue des denrées à Clichy-sous-Bois.

Beaucoup ne remplissent pas toutes les cases pour être aidés par l'État

Derrière ces chiffres, il y a des visages. Ceux de mamans isolées, travaillant à temps partiel, parfois sans être déclarées, qui ne peuvent plus remplir leur frigo et assurer trois repas par jour à leurs enfants, qui, eux, ne mangent plus à la cantine. « Le soir, mon fils de 13 ans se contente de biscuits trempés dans du lait. Et le midi, ce

sont des pâtes ou du riz. Je ne peux même plus lui offrir un burger... », culpabilise Maryam, employée à mi-temps dans une crèche à Paris, et actuellement au chômage partiel. La mère de famille vient de se résoudre à aller demander de l'aide alimentaire, pour la première fois de sa vie « Je n'aurais jamais cru un jour en arriver là, je me suis toujours débrouillée », soupire la jeune femme. Comme elle, des jeunes qui avalent des petits boulots, des stages indemnisés ou qui gagnaient quelque argent en aidant à la plongée dans des restaurants, ont vu s'évanouir leurs rares

moyens de subsistance, grossissant les files d'attente des distributions alimentaires. « On commence aussi à voir arriver des professions intellectuelles, des auto-entrepreneurs, des chauffeurs VTC, des petits patrons qui ne remplissent pas toutes les cases pour bénéficier de l'aide de l'État et se retrouvent pris à la gorge. Leur détresse fait peine à voir : ils vivent un déclassement très violent », rapporte Henriette Steinberg.

Secourir les étudiants en ouvrant d'urgence les restos U

Les étudiants ne sont épargnés. « On ne découvre pas la précarité étudiante. Une antenne des Restos du cœur était déjà ouverte sur le campus avant l'arrivée du coronavirus. Mais aujourd'hui, on reçoit des jeunes qui n'auraient jamais dû y avoir recours », explique Emmanuelle Jourdan-Chartier, en charge de la vie étudiante à l'université de Lille. La fac compte 75 000 étudiants, dont 36 % de boursiers qui touchent au maximum 500 euros par mois, sur dix mois. « Les plus impactés sont les 30 % d'étudiants salariés, souvent en CDD, qui ont perdu leurs emplois et les près de 10 000 étudiants internationaux, dont les familles sont parfois elles-mêmes

**6 À 12 %
C'EST LA HAUSSE,
EN UN MOIS,
CONSTATÉE SUR
LES PRIX DES FRUITS
ET LÉGUMES.
SELON UNE ÉTUDE DE
L'UFC-QUE CHOISIR.**



La difficulté pour les associations sur le terrain :

frappées par la crise du coronavirus dans leurs pays et qui ne peuvent plus les aider financièrement », précise-t-elle. Pour secourir ces étudiants dont les frigos sont vides, les services sociaux de l'université de Lille ont distribué des bons d'achat alimentaires, mais cela risque de ne pas suffire. « Il faudrait rouvrir d'urgence les restos U, au moins pour de la vente à emporter, suspendre les loyers des étudiants en chambre universitaire, et maintenir les bourses cet été, car les étudiants, dont les examens ont été décalés en juillet, vont devoir rester », insiste Emmanuelle Jourdan-Chartier.

Cette situation inédite, le SPF l'a vue venir depuis des semaines : « Grâce à notre implantation sur le terrain et au fait que nous n'avons pas arrêté nos distributions avec le confinement, nous avons vu arriver le tsunami. Nous avons donc alerté le ministre des Solidarités, le premier ministre et le président de la République dès la mi-mars », lâche, amère, Henriette Steinberg. Un appel qui semble enfin avoir été entendu puisque, jeudi, la secrétaire d'État chargée

PANDÉMIE DE LA FAIM

« Nous sommes au bord d'une pandémie de faim », a averti, mardi 21 avril, David Beasley, le patron du Programme alimentaire mondial (PAM).

À PARIS-VIII, LE SPF AIDE LES ÉTUDIANTS PAUVRES

Ce mercredi, à 11 heures, le Secours populaire français de Seine-Saint-Denis (SPF 93) organisera, avec des enseignants et des étudiants solidaires de la faculté de Paris-VIII Saint-Denis, une troisième distribution alimentaire pour les plus précaires. 150 jeunes ont déjà bénéficié d'un colis alimentaire.

L'événement

Identifier ceux qui n'osent pas se manifester or qui sont encore inconnus des services sociaux. Sébastien Ortola/REA

de la lutte contre la pauvreté, Christelle Dubos, annonçait une enveloppe de 39 millions d'euros dédiés à l'aide alimentaire d'urgence. Si elles saluent le geste, les associations pointent l'insuffisance de la somme. « On parle en milliards pour les entreprises et en millions quand il s'agit des gens qui ont faim », pointe Mohamed Mechmache...

La crise sociale qui va suivre sera profonde et durable

Autre difficulté : la mise en œuvre de cette aide sur le terrain. « La difficulté va être d'identifier ceux qui n'osent pas se manifester et qui ne sont pas forcément connus des services sociaux », prévient Florent Gueguen. Pour cela, Henriette Steinberg a une solution : faire confiance aux associations ! « Aujourd'hui, on estime que 2 ou 3 millions de personnes supplémentaires ne vont pas pouvoir manger à leur faim du fait des conséquences de la crise sanitaire. C'est pourquoi nous avons proposé à M^{me} Dubos de s'appuyer sur les compétences de notre mouvement, qui a déjà pris des contacts

« Ça fait mal de demander de l'aide »

Sandra
44 ans, mère célibataire, sans emploi, à Strasbourg (Bas-Rhin)

Dans le quartier populaire de la Cité de l'El, au nord de Strasbourg, Sandra vit dans un logement social avec sa fille de 11 ans. Début avril, elle fait une demande d'aide alimentaire auprès de son assistante sociale. « J'ai envoyé tous les papiers justificatifs, mais un mois après, je reste sans nouvelles, s'agace-t-elle. Je ne peux pas joindre directement mon assistante sociale, tout est restreint depuis le confinement. Résultat, je ne suis même pas quand je vais avoir cette aide. » Sans travail, ni conjoint, cette mère de famille au RSA s'est tournée vers les services sociaux pour subvenir à ses besoins

alimentaires. Une première. « Je n'avais plus le choix, explique-t-elle avec pudeur. Je ne voulais pas me retrouver endettée jusqu'au cou, j'avais déjà emprunté de l'argent à des amis. » Depuis, un sentiment de honte l'habite : « On a l'impression d'être un mendiant. Ça fait mal de demander de l'aide. »

En temps normal, elle fait du ménage à droite, à gauche, pour arrondir ses fins de mois. Avec le confinement, c'est terminé. Dans le même temps, Sandra voit ses dépenses alimentaires monter en flèche : « Chez mon maraîcher, je payais 99 centimes mon kilo de courgettes, contre 2,99 euros aujourd'hui. Je cuisine beaucoup, j'achète un sac de 5 kg de pommes de terre, je prends les aliments

en promo, je fais mon pain moi-même, mais ça reste compliqué de vivre. » Les difficultés se cumulent. Grâce aux réseaux sociaux, elle a établi un contact avec l'association Alis. Depuis, la structure lui livre des colis-repas. Pour la quadragénaire, c'est un immense coup de pouce. « Je suis à découvert de 300 euros, il me reste 40 euros en liquide jusqu'au 6 mai, avant de toucher mes 726 euros de RSA. Comment suis-je censée tenir avec ma fille ? »

Quid des aides promises par Emmanuel Macron ? « Pff... ça ne suffit pas. J'arriverai tout juste à régler ma facture d'électricité. Qui risque d'ailleurs de flamber avec le confinement : ma fille passe son temps sur l'ordinateur. »

L. R.

« Je n'ai même pas d'argent pour m'acheter une datte »**Khalid**

54 ans, résident marocain dans un foyer social aux Ulis (Essonne)

Khalid est au bout du rouleau. « C'est très difficile, on ne sait même pas quand ça va se terminer », lâche cet homme de 54 ans, qui vit dans une petite chambre du foyer social Adoma, aux Ulis (Essonne). Il y a des jours où ce sans-papiers marocain ne mange pas, pendant deux jours d'affilée. « C'est arrivé plusieurs fois pendant le confinement », lâche-t-il, gêné. Impossible d'acheter de la nourriture, il n'a plus un sou. Khalid enchaînait jusqu'au 17 mars les petits boulots au noir, payés au lance-pierre : il

Avec le virus et la pression policière,

Khalid se terre dans son foyer.

réparait des voitures, nettoyait, jardinait chez des particuliers. « Mais il n'y a plus de boulot nulle part désormais ! » répète-t-il, angoissé. Avec le virus et la pression policière, Khalid se terre dans son foyer. Et quand il sort, c'est seulement pour acheter « une canette de coca à 90 centimes » et du « pain à 1,20 euro ». Le lait, l'huile, le sucre, et autres aliments essentiels, il en consomme grâce aux colis-repas distribués par une association de quartier. Au premier jour du ramadan, vendredi 24 avril, les difficultés se sont cruellement rappelées à lui. « Je me sens mal : je n'ai même pas d'argent pour acheter une datte, je ne peux pas manger le matin à 5 heures. Combien de temps va-t-on devoir vivre comme ça ? »

LOLA RUSCIO

L'événement

COVID-19



« Les vents affamés du Covid-19 avec le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis et ceux régionaux pour établir des filières d'approvisionnement avec des petits producteurs, qui correspondent aux besoins des populations que nous soutenons... Nous nous engageons à rendre des comptes à l'État concernant l'utilisation de chaque euro d'argent public. Dans l'intérêt de ceux qui ont faim! »

« On estime que 2 à 3 millions de personnes supplémentaires ne vont pas pouvoir manger à leur faim, du fait des conséquences de la crise sanitaire. »

HENRIETTE STEINBERG
PRÉSIDENTE DU
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Peut-être aussi dans l'intérêt général. Tous s'accordent à le dire : la crise sociale qui va suivre la crise sanitaire sera profonde et durable. « Les ménages modestes vont avoir besoin de temps pour rétablir leur pouvoir d'achat. Il ne faut pas que cette aide soit un fusil à un coup. Il faudra augmenter les montants en fonction de l'évaluation des besoins, qui sont et seront immenses », prévient Florent Gueguen. Au SPF, on a fait les comptes : « Cela fait à peine un à deux euros par personne dans le besoin, c'est ridicule! » Et on a aussi de la mémoire : « Notre longévité fait que l'on a un recul historique. On se souvient des marches des chômeurs, des révoltes de 1936, puis de 1938... Alors, on demande au gouvernement de réfléchir à de vraies mesures d'urgence, pour que la faim, doublée d'un sentiment de mépris et d'abandon, ne pousse pas les gens dans les rues », avertit sa présidente.

En Seine-Saint-Denis, la crainte d'« émeutes de la faim » Elle n'est d'ailleurs pas la seule à redouter des « émeutes de la faim ». Selon le Canard enchaîné, le terme aurait été employé par le préfet de Seine-Saint-Denis, Georges-François Leclerc, dans un mail envoyé par le haut fonctionnaire, le 18 avril, à son homologue Michel Cadot, préfet de la région Île-de-France. Dans ce courriel, le préfet du 93 évoquait son inquiétude face à « une baisse importante et brutale des revenus des précaires de Seine-Saint-Denis », redoutant des réactions violentes des personnes impactées. Cette éventualité, Mohamed Mehmache ne l'exclut pas non plus : « Les jeunes sont à cran; si on plus la police les harcèle, ça peut partir vite et devenir incontrôlable... », prévient le porte-parole d'AClefeu, dont le collectif a été créé au moment des révoltes des banlieues en 2005. « Cette crise sanitaire a suscité des carences alimentaires massives, qui pourraient aboutir à des débordements de colère », conclut Florent Gueguen. Comme une invitation à agir. Vite. ■

EUGÉNIE BARBEZAT

« Resto universitaire fermé, frigo vide, carte bleue bloquée »

Louise
21 ans, étudiante en licence
de chimie, à Lille (Nord)

Depuis le confinement, la vie de Louise, étudiante de 21 ans, en deuxième année de licence de chimie à Lille-1, s'est compliquée très brutalement. Serveuse dans la restauration rapide, elle était sur le point de se faire embaucher dans un café quand « tout s'est arrêté ». La jeune femme s'est donc retrouvée sans aucun revenu. « Mon découvert bancaire s'est vite creusé, jusqu'au moment où ma carte bleue a été bloquée. Pas de chance, ma mère qui, d'habitude, m'envoie de l'argent liquidé du Gabon, n'a pas pu le faire depuis le mois de mars. Les plateformes de transfert d'argent ont toutes été bloquées là-bas, où la crise sanitaire sévit aussi. D'ailleurs, mes deux parents, fonctionnaires, sont au chômage à cause du virus. Et, au Gabon, il n'y a pas les mêmes garanties qu'en France. Mon père m'a dit qu'il pouvait encore payer le loyer de mon studio, mais si la crise perdure, cela ne sera plus possible. »

Sans ressource, ni possibilité d'aller « se remplir le ventre au resto-U pour 3 euros » et avec un frigo « complètement à sec », Louise s'est résolue, début avril, à aller voir l'assistante sociale de l'université. « Je ne savais même pas où c'était. Je

Beaucoup d'étudiants étrangers ne reçoivent plus d'aide venue du pays.



Distribution des Restos du cœur, le 3 avril, à Lille. Sebadoh/Hans Lucas/AFP

n'aurais jamais imaginé devoir faire un jour cette démarche », avoue l'étudiante encore « très touchée » par l'écoute et l'aide qui lui ont été apportées par les services sociaux de son université. « Ils m'ont tout de suite donné deux bons de 50 euros pour que je puisse faire des courses à Carrefour, avec qui la fac a un partenariat pour l'aide alimentaire. D'ailleurs, je tiens toujours avec les courses que j'ai faites avec cet argent, en début de mois... » Aujourd'hui, si Louise est

surtout préoccupée par les partiels qu'elle commence à passer en ligne ce lundi, elle s'inquiète aussi pour les mois à venir. Trouver du travail cet été, si les restaurants restent fermés, va être compliqué. « Je vais chercher dans la grande distribution, je suis prête à faire n'importe quel boulot », assure l'étudiante qui a aussi une pensée pour les autres étudiants étrangers. La plupart ne pourront pas retrouver leur famille cet été à cause de la fermeture des frontières. Beaucoup d'entre eux aussi ont vu leurs parents tout perdre à cause du coronavirus et ne reçoivent plus d'aide venue du pays. ■ E. B.

« Ce sont les SDF à qui je donnais une pièce avant qui m'ont donné des conseils »

Christophe
43 ans, artiste de rue,
à Grenoble (Isère)

Depuis qu'il a perdu son statut d'intermittent, il y a quelques années, Christophe (1) se débrouille. Avec sa guitare et ses chansons rigolotes, il écume les cafés du centre-ville où il est payé au chapeau. Ancien cirquiste reconverti dans le théâtre de rue et la danse, il travaille surtout l'été, enchaînant les festivals où il engrange de quoi passer l'hiver à peu près tranquille. « En général, vers le mois de mars, ça devient un peu tendu financièrement. Heureusement, je donne des cours de cirque et de clown à des jeunes dans plusieurs associations, ça me permet d'avoir quelques rentrées d'argent. »

Voilà à quoi ressemblait, jusqu'au 17 mars 2020, la vie de ce grand échafalé à l'éternel

jean délavé, figure de la vie culturelle locale. Depuis, confiné seul dans un petit appartement, il tourne en rond. « Ma vie, c'étaient les copains musiciens, les discussions dans les cafés... Tout cela est mis entre parenthèses et je ne sais pas pour combien de temps. » Faire les courses ? Christophe oubliais souvent, mais déjeunait presque tous les midis dans le boui-boui en bas de chez lui, dont « le patron est un pote ». Le soir, c'étaient les endroits où il se produisait qui pourvoyaient à son repas. « Avoir un jour faim et plus un rond pour aller m'acheter à manger, je ne l'aurais jamais imaginé », constate l'artiste, qui explique même avoir « un peu lâché la bride sur ses dépenses », début mars, dans l'espoir de pouvoir jouer en Avignon cet été. « Quand la compagnie m'a appelé pour m'annoncer que tout était annulé, j'ai paniqué. J'étais vraiment mal, alors je suis descendu faire un tour. Du côté de la gare, j'ai croisé les

SDF à qui je file une pièce et avec lesquels j'ai l'habitude d'échanger quelques mots... Là, c'est moi qui leur ai raconté ma galère. » Ironie du sort, ce sont les « professionnels de la vie à la rue » qui lui ont indiqué la permanence du Secours populaire, la seule distribution alimentaire restée ouverte. Sur le coup, Christophe rigole de cette situation cocasse et rentre chez lui. Mais le lendemain, le ventre vide, il saute le pas et va se placer dans la file des gens qui attendent une aide alimentaire. « L'association se trouve dans le quartier où je donnais des cours... Je redoutais de croiser l'un de mes élèves. Mais au final, tout s'est bien passé : les femmes qui faisaient la distribution m'ont accueilli avec une grande bienveillance, on a même rigolé ensemble. Je me suis senti respecté. J'y reviendrai pour avoir de l'aide, mais aussi, j'espère, pour filer un coup de main. » ■ E. B.

(1) Le prénom a été changé.